



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### Planification écologique : Le gouvernement veut préserver le modèle libéral avant tout !

La FSU était présente au Conseil National de la Rénovation du 19 septembre devant lequel la Première ministre et cinq ministres du gouvernement ont présenté leur vision de la planification écologique. Si la Première ministre apparaît consciente de la nécessité d'agir, c'est parce qu'il lui apparaît que le changement climatique met en danger notre modèle économique. Il faut donc agir pour le protéger. La recherche d'une croissance « verte » étant alors présentée comme garante de notre modèle social !

Ce plan est présenté par la Première ministre comme la solution pour atteindre nos engagements internationaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre (- 55% des émissions par rapport au niveau de 1990) à l'horizon 2030.

Si le plan détaille secteur par secteur, activité par activité, les efforts à réaliser, il fait l'impasse sur la planification de son financement. Quant au renforcement de la fiscalité écologique, tant comme outil d'incitation que comme outil de financement, il n'est pas à l'ordre du jour du gouvernement. Rien non plus sur l'abandon des subventions nuisibles à l'environnement.

Sur une planète aux ressources finies, la FSU ne peut accepter la fuite en avant que constitue la notion de croissance verte, sans remise en cause du modèle économique. Elle rappelle que si croissance et mieux-vivre ont pu être corrélés jusqu'à la fin du 20ème siècle, ce n'est plus du tout le cas aujourd'hui.

Si la Première ministre estime à raison que planification écologique rime avec protection du pouvoir d'achat, autrement dit, qu'agir aujourd'hui coûtera moins cher que réparer ou s'adapter demain, la FSU est particulièrement inquiète de l'absence de prise en compte de la pauvreté en France et de son explosion depuis la crise COVID dans cette planification.

La Première ministre estime que la transition écologique ne doit mettre personne dans l'impasse, en évitant les mesures brutales et en récusant toute notion d'écologie punitive, elle est muette sur les mesures sociales permettant aux plus démunis de faire face aux conséquences du changement climatique.

La FSU rappelle qu'aucune rupture écologique significative ne pourra être mise en œuvre sans un nouveau pacte social plus juste et plus solidaire.

Pour la FSU, le gouvernement se trompe en voulant à tout prix faire entrer cette planification écologique dans un modèle économique libéral à bout de souffle. Ce gouvernement s'émeut d'une éco-anxiété grandissante, en particulier chez les jeunes générations, mais ne leur sert que de vieilles recettes ; comme une impuissance conceptuelle et politique !

Bagnolet, le 20 septembre 2023

